

Questions orales

L'URANIUM—L'ASSENTIMENT DE L'INDE AU CONTRÔLE PÉRIODIQUE DE L'UTILISATION DES RÉACTEURS CANDU

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Dois-je conclure de la déclaration du ministre que le gouvernement se propose de permettre l'exportation de réacteurs CANDU et de matière nucléaire sur la simple promesse du gouvernement en cause d'utiliser les réacteurs et, ce qui est plus important, le plutonium, leur sous-produit, à des fins pacifiques? Le ministre a-t-il quelque garantie lui assurant que ces engagements seront respectés beaucoup plus sérieusement que ne l'a fait l'Inde? A propos de l'Inde, avait-elle accepté de se soumettre à un contrôle périodique de représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou de quelque autre agence que le gouvernement juge capable d'exercer ces contrôles périodiques?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Le député a parlé de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Traité de non-prolifération nucléaire. Aux yeux du Canada, ces deux organismes sont importants et c'est précisément la façon dont les pays auxquels nous allons vendre de l'équipement nucléaire s'acquitteront des obligations imposées par l'Agence et le Traité, qui fait l'objet de nos pourparlers avec ces pays.

* * *

[Français]

LES CHEMINS DE FER NATIONAUX

ON SUGGÈRE DES MESURES EN VUE DE RELEVER LES PENSIONS DES VEUVES

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Étant donné que cette année est l'année de la femme, l'honorable ministre serait-il en mesure de dire à la Chambre s'il a pris ou s'il est sur le point de prendre les dispositions nécessaires en vue d'améliorer les pensions des veuves des retraités des chemins de fer Nationaux?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, la question des pensions des anciens employés des chemins de fer Nationaux ne relève pas de ma juridiction.

* * *

LES RELATIONS FÉDÉRALES PROVINCIALES

ON DEMANDE UNE DÉCLARATION SUR LES CONVERSATIONS TENUES ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET M. BOURASSA

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Après ses conversations tenues pendant la fin de semaine dernière avec l'honorable premier ministre de la province de Québec, a-t-il quelques informations définitives à fournir à la Chambre des communes sur ces délibérations?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le président. Les conversations ont suivi le

[M. Gillespie.]

cours normal des conversations que j'ai avec les premiers ministres provinciaux de temps en temps. Je serai disposé à répondre à des questions particulières du député, mais aucun communiqué de presse n'a été émis à la suite de ces conversations.

* * *

[Traduction]

RADIO-CANADA

LES PROTESTATIONS AU SUJET DES EXPRESSIONS UTILISÉES AU COURS DE L'ÉMISSION «THE TEN LOST YEARS» —LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Ma question s'adresse au secrétaire d'État et concerne l'émission intitulée «The Ten Lost Years» de la série «Performance» de Radio-Canada, télédiffusée hier soir de 9 à 10 h. Étant donné les expressions utilisées pendant l'émission, je suis certain que le ministre a déjà reçu plusieurs plaintes, à propos non seulement de l'émission d'hier soir, mais aussi d'émissions précédentes de cette série de Radio-Canada. S'occupera-t-il de la question et fera-t-il annuler la télédiffusion des prochaines émissions si elles ne sont pas de meilleure qualité et moins insultantes que les précédentes?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je communiquerai plutôt la plainte du député à la société.

* * *

LES OLYMPIADES

L'AIDE FÉDÉRALE AU FINANCEMENT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Otto Jelinek (High-Park Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et découle d'une question posée plus tôt. Par suite de l'entretien non officiel qu'il a eu avec le premier ministre Bourassa au sujet des Jeux Olympiques, peut-il dire à la Chambre quelles mesures spéciales ont été proposées en vue d'augmenter les bénéfices tirés des programmes de la loterie, des timbres, des pièces de monnaie et autres, ainsi que s'il a discuté avec M. Bourassa du «plan miracle» du maire Drapeau qui, semble-t-il, comporterait l'installation d'un casino permanent dans le stade?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne suis pas certain que la question ait été posée sérieusement. La réponse à la première partie est non. Le premier ministre Bourassa n'a proposé rien de spécial. Il s'agissait d'une discussion de principe au cours de laquelle j'ai dit clairement que le gouvernement fédéral maintiendrait sa position, c'est-à-dire qu'il ne comblerait aucun déficit; je dois dire que le premier ministre Bourassa a approuvé cette attitude.

On a alors posé une question au sujet de programmes d'autofinancement semblables à ceux que le Parlement a déjà adoptés; j'ai répondu que nous considérerions évidemment d'un bon œil tout programme conforme à la loi qui nous sera soumis. Rien n'a été précisé.